

L'hon. M. Martin: Je ne voudrais pas que les paroles de l'honorable député parviennent au Tanganyika et y produisent les effets qu'elles auraient si on ne les réfutait pas. Une mission militaire d'enquête est allée au Tanganyika. De retour à Ottawa, cette mission a présenté un rapport et le gouvernement étudie actuellement l'aide qu'il conviendrait d'accorder au Tanganyika.

M. Nesbitt: Je suis heureux d'apprendre cette nouvelle des plus encourageantes. Toutefois, le ministre l'admettra, j'ai dit qu'il y a quelques mois, nous avons convenu, sauf erreur, de former dans ce pays certains officiers de l'armée, mais nous n'avons pu aller plus loin. En conséquence, M. Nyerere a dû s'adresser à la Chine communiste pour obtenir des instructeurs militaires et nous savons tous que lorsque la Chine communiste envoie des instructeurs militaires, ceux-ci ne vont pas à l'étranger uniquement dans le but de donner des instructions en matière militaire. La situation pourrait devenir dangereuse en Afrique orientale, par suite de cette initiative. Comme quelqu'un l'a dit, un autre pays est tombé aux mains des communistes et je n'aimerais pas croire que le gouvernement canadien ait eu quelque chose à y voir. Le ministre a sûrement fait une demande à son collègue, le ministre de la Défense nationale. En toute justice, il se peut qu'on n'ait pas disposé des forces armées nécessaires. Mais une chose est certaine, c'est qu'il devrait exister certaines formes de coordination entre les deux ministères. En somme, un ministère de la Défense n'existe que pour appliquer, de diverses façons, la politique étrangère de notre pays. Si notre politique étrangère consiste à aider les autres pays membres du Commonwealth à mettre au point des moyens d'assurer la paix et ainsi de suite, alors que la «quincaillerie» relève techniquement du ministre de la Défense nationale, il me semble imprudent, de la part du ministre de la Défense, de modifier et de réduire nos forces armées de telle manière qu'on ne puisse fournir au secrétaire d'État aux Affaires extérieures la petite partie des effectifs dont il a besoin à une fin déterminée. Dans le cas qui nous occupe, il en est résulté qu'un pays comme le Tanzania a été contraint de recourir à l'aide de la Chine communiste. Je voudrais qu'on en tienne compte à l'avenir. Il semble que ce soit là une perte totale. Je suis heureux qu'on ait envoyé une mission et qu'elle ait fait un rapport; mais, à mon avis, c'est un peu tard, car la Chine communiste a offert, volontairement, d'envoyer de l'aide militaire à ce pays.

L'autre point d'intérêt dans le Commonwealth dont j'ai l'intention de parler est la Malaysia. Si je comprends bien, nous nous efforçons d'envoyer de l'aide à la Malaysia dans sa lutte contre l'agression non provoquée

de l'Indonésie. D'autre part, nous remettons à titre gratuit au président Sukarno des centaines de milliers de dollars provenant des poches des contribuables canadiens. Permettez que je m'explique sur un point. Mes collègues et moi-même ne désapprouvons pas le projet de formation d'étudiants indonésiens au Canada. Il est de longue portée et ses objectifs portent sur l'avenir; ces étudiants recevront une formation bien longtemps après la mort de M. Sukarno et nous l'espérons après la disparition de sa politique. A vrai dire, nous ne nous opposerons pas à ce qu'un plus grand nombre de ces étudiants reçoivent une telle formation. Mais donner à M. Sukarno du blé et de la farine pour des centaines de milliers de dollars est tout autre chose. Il est vrai que l'aide prévue est sous forme de produits alimentaires seulement, mais si M. Sukarno s'occupait davantage de l'économie de son pays et consacrait moins de temps à diriger des attaques injustifiées contre ses voisins, le problème de l'alimentation ne se poserait pas pour lui. En outre, ces dons lui permettent d'épargner des sommes considérables en devises étrangères, dont il se sert ensuite pour prendre l'offensive contre ces voisins. Bref, la politique actuelle me semble revêtir deux aspects. Elle n'est pas compréhensible. Peu importe la manière dont vous l'envisagez, tout cela est de la bouillie pour les chats.

Il y a une autre question que je voudrais signaler au ministre et qui découle du rôle du Canada dans la Commission de surveillance au Vietnam et en Indochine. Je veux parler des horribles cruautés du côté des forces du Nord-Vietnam comme de celles du Sud-Vietnam. Le Canada n'exerce peut-être pas beaucoup d'influence dans cette partie du globe, mais nous faisons néanmoins partie de la Commission de surveillance dans cette région et si nous pouvions offrir nos bons offices pour empêcher de telles horreurs, la situation n'en serait que meilleure. Je sais que les étudiants de l'Université Queen's ont fait de louables efforts dans ce sens. Nous ne perdrons rien à tenter l'expérience. Nous n'obtiendrons peut-être pas beaucoup de résultats, mais pourquoi ne pas essayer?

Puis, il y a la question de la République populaire de Chine. Selon des rumeurs de couloirs, le gouvernement aurait l'intention de reconnaître cette république sous peu. Elles n'ont été ni démenties ni confirmées. Si elles sont fondées, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement s'en tient à sa première idée. Il voulait que cette reconnaissance se fasse à la condition que Formose s'engage à conserver son indépendance ou à tenir un plébiscite au sujet de l'avenir de l'île.

Enfin, j'aimerais à revenir à la question des Nations Unies. Je le répète, nous